



Sections de Haute-Garonne



Toulouse, le 18 février 2019

Lettre ouverte au Directeur Régional des Finances Publiques

Copie
au Directeur Général,
au Délégué Inter-régional,
aux Directeurs de Pôles de la DRFlip31

Monsieur le Directeur Régional,

Il y a urgence à avoir des signes de votre part suite à la mobilisation des personnels de Haute-Garonne depuis quatre semaines !

En votre absence ce matin nous avons été reçus par les directeurs des trois pôles mais nous espérons rapidement pouvoir échanger directement avec vous pour que vous nous fassiez part des décisions que nous vous demandons de prendre.

Nous avons fait état de notre stupéfaction devant votre attitude provocante vendredi dernier quand vous avez envoyé l'équipe de Direction menacer de manière comminatoire avec un Huissier de Justice les personnels mobilisés à la Cité Administrative. Alors que nous attendions une audience avec vous pour, enfin, échanger sur la mobilisation actuelle, alors que vous dites sur les sites ou vous vous présentez chercher le dialogue, alors que ce vendredi nous assistions aux obsèques d'un camarade de FO, nous avons été stupéfaits de votre attitude à ce moment tout particulier !

Nous avons longuement mis en avant la mobilisation exemplaire de la Haute-Garonne qui s'inscrit dans l'action nationale impulsée en intersyndicale. Celle-ci porte des revendications globales, tant à la DGFIP qu'au niveau Fonction Publique et nous sommes en première ligne d'un combat d'ampleur qui s'amplifie et se construit dans la durée.

Dans cette situation, le silence de la DG et de nos ministres (pourtant si prompts à faire « de la com » comme M. Darmanin et ses citations en première page d'Ulysse), est assourdissant. Nous attendons de toute urgence une rencontre avec nos syndicats nationaux, dont une réponse à ce niveau sur la mobilisation engagée dans notre département. Mr Parent et/ou Mr Darmanin peuvent venir quand ils veulent à Toulouse...

Nous avons insisté sur la nécessité de répondre en urgence aux revendications locales posées par notre mobilisation et pas « des promesses en l'air » ou des « calendriers pour dans 2 mois ».

La Direction locale doit y venir et vite, par respect pour les personnels mobilisés.

Nous avons ainsi insisté sur plusieurs de ces revendications :

- **Transparence sur le « plan local d'ici 2022 »** : les directeurs disent à nouveau ne pas avoir de feuille de route détaillée ni de « commande » sur les suppressions d'emplois. Nous sommes quelques peu dubitatifs quand nous constatons que plusieurs Directions (encore le Tarn vendredi) informent sur ces détails. Si c'est vrai, nous sommes effarés de voir qu'une Direction comme la nôtre prépare un plan (sanglant, cf les commandes de Mr Darmanin) sans en informer la hiérarchie départementale. Nous exigeons à minima d'avoir un point détaillé sur les pistes de travail de la Direction locale sur tous les services et sites avant

transmission en mars au DG. Par respect pour les agents la transparence est une exigence.

- **Situation des emplois non pourvus dans le 31** : Contrairement aux propos exprimés dans la lettre de Mr Perrin aux agents, notre demande ne concerne pas une information en CAP L car il sera bien trop tard. Nous exigeons cet état des lieux immédiatement pour que la DG pourvoie l'ensemble des emplois vacants dans les affectations nationales. C'est un signal d'urgence que nous revendiquons.
- **L'accueil sur rendez-vous** : La Direction dit reporter le sujet au CTL de mars. Nous avons souligné les propos du DRFiP sur une expertise préalable site par site. Au vu du calendrier (sollicitations PAS, campagne IR, vacances, campagne recouvrement) et des tensions dans les services FIPRO, il nous semble obligatoire de remiser l'accueil sur rendez-vous.
- **Les cahiers revendicatifs** : La Direction annonce un CTL spécifique pour étude des cahiers des services de l'ensemble du département à la mi-mars puis des groupes de travail éventuels sur les réponses. Là aussi nous demandons des réponses rapides et visibles et vous invitons à poursuivre le travail service par service en utilisant notamment la 1/2 journée d'autorisation d'absence.
- **Les promotions en Haute-Garonne** : Au-delà de nos revendications d'un véritable plan de qualification national pour les personnels de la DGFIP, nous constatons le sous calibrage des arbitrages pour notre département. Là aussi, nous attendons un signal d'urgence dans les prochaines CAP nationales. La Direction dit relayer cette demande.
- **Le dossier Scannage en SIE** : Cette mesure nationale est vécue comme une gabegie écologique (matérialisation de documents dématérialisés pour scannage) et une charge lourde dans des services qui n'en ont pas besoin. Le DRFiP a dit « être d'accord » avec les agents sur cette problématique. Le directeur du pôle fiscal annonce une réunion de travail cette semaine. Ce que nous attendons c'est l'abandon de la mesure.
- **Dysfonctionnements informatiques et applicatifs** : La Direction dit recenser avec la DISI les améliorations à apporter sur les sites et branchements. Le sujet vaut pour tous les services avec le constat d'applications qui multiplient les dysfonctionnements et produisant des erreurs à retraiter qui pèsent sur les agents.
- **Fusion des services à la Cité** : Compte-tenu du niveau de tension, des charges de travail des dysfonctionnements générés par la « phase un » du processus de fusion des services de la Cité, nous demandons l'abandon de la « phase deux » en 2020. La Direction dit maintenir son cap car « c'est décidé » ce qui est d'autant plus incompréhensible que l'on sait qu'il y a par ailleurs une réflexion plus globale sur les SIE et SIP.
- **Les services de Gestion Publique** : Nous avons exprimé le refus du passage en Agences des différentes paieries. Ce n'est pas parce que les collectivités visées ont refusé leur mise en place en 2020 que la menace est éteinte. Quant aux trésoreries et au plan « front-office/back-office » nous exigeons de connaître les pistes de la direction.
- **Loi Essoc dans les services de Contrôle Fiscal** : Le DRFiP disait comprendre le sentiment d'abandon des services qui n'ont toujours pas de note nationale sur le sujet. Là aussi une clarification départementale est urgente pour que les agents y voient clair.
- **Besoins matériels des services** : Ils sont le plus souvent connus et puisque la contrainte est budgétaire, à la DG de la lever avec un abondement budgétaire particulier pour le 31. La Direction dit nous faire un point, au CTL de Mars, sur les réponses aux services.

En résumé nous n'attendons pas des belles paroles, mais des actes et décisions concrètes. Il y a urgence ! Dans le cadre de la mobilisation engagée en Haute-Garonne vous devez avancer très vite en donnant enfin des réponses à des personnels dont la détermination ne faiblit pas.

Nous attendons, avec et pour eux, vos réponses de toute urgence.

Veillez recevoir l'expression de nos salutations militantes.
L'intersyndicale de la DRFiP31, Solidaires – CGT – FO – CFDT